

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,7 % de la population active au T2 2015. Par rapport au trimestre précédent, il est stable. Fin septembre 2015, le département compte 68 701 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin juin 2015 (- 167 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 96 638, en hausse de 0,1 % par rapport à fin juin 2015 (+ 95 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 49 165 (-0,2 % par rapport à fin juin 2015, soit - 91 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 47 473 (+0,4 % par rapport à fin juin 2015, soit + 186 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 11 029 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (-5,8 % par rapport à fin juin 2015, soit - 674 demandeurs d'emploi) et 25 774 séniors de 50 ans et plus (+2,7 % par rapport à fin juin 2015, soit + 688 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 38 288, en hausse de 3,3 % par rapport à fin juin 2015 (+1 217 demandeurs d'emploi).

A la fin du T2 2015, les Alpes-Maritimes comptent 258 519 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs, soit 1 736 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,7 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 252 887 (+0,4 %, soit +1 008 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 5 632 (+14,8 %, soit + 728 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 31 166 emplois salariés marchands y compris intérim, en hausse de 109 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) : +19 emplois hors intérim et +90 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés marchands y compris intérim s'établit à 23 269, en hausse de 247 (+1,1 %) : -119 emplois hors intérim et +366 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 203 905, en hausse de 1 373 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,7 %) : +1 108 emplois hors intérim et +265 emplois intérimaires.

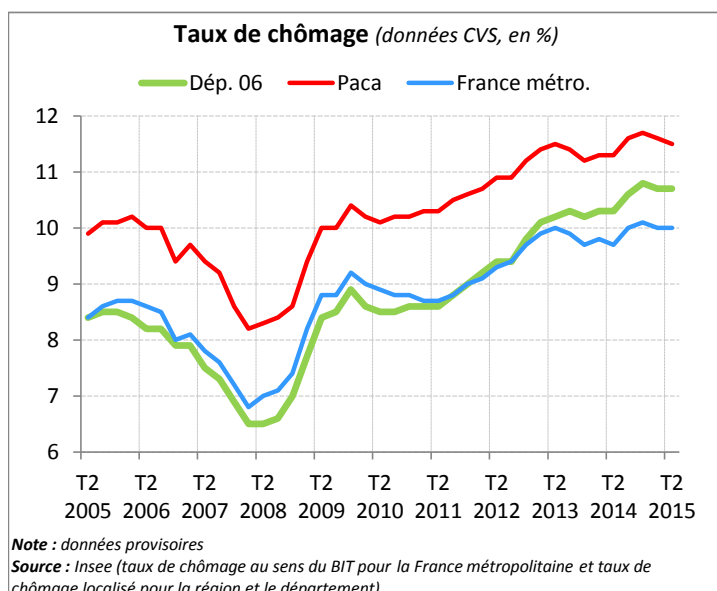
Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 1 108 CUI et 198 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T2 2015 (soit respectivement + 353 et - 2 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T2 2015, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 3 349 bénéficiaires de CUI et 1 313 bénéficiaires d'emplois d'avenir (respectivement + 389 et + 201 qu'un an plus tôt). Par ailleurs, 68 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T2 2015, soit 14 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente, ce qui porte à 486 le nombre de contrats encore en cours à la fin du T2 2015 (266 de plus sur un an). Enfin, durant la campagne de juillet 2015 à août 2015, le département enregistre 401 contrats d'apprentissage, soit 195 de moins qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
<b>Chômage et demande d'emploi (données CVS)</b>					
<b>Taux de chômage</b>	<b>10,7 %</b>	T2 2015	<b>+0,0 pt</b>	T1 2015	Insee
<b>Demandeurs d'emploi de catégorie A</b>	<b>68 701</b>	Fin septembre 2015	<b>- 167</b>	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	36 173	Fin septembre 2015	- 170	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	32 528	Fin septembre 2015	+ 2	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	8 188	Fin septembre 2015	- 564	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	18 999	Fin septembre 2015	+ 467	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<b>Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C</b>	<b>96 638</b>	Fin septembre 2015	<b>+ 95</b>	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	49 165	Fin septembre 2015	- 91	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	47 473	Fin septembre 2015	+ 186	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	11 029	Fin septembre 2015	- 674	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	25 774	Fin septembre 2015	+ 688	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	38 288	Fin septembre 2015	+1 217	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	19 091	Fin septembre 2015	+ 721	Fin juin 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Entrées</i>	29 548	T3 2015	-1,1 %	T2 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Sorties</i>	29 163	T3 2015	+6,5 %	T2 2015	Pôle emploi, Dares
<b>Emploi (données CVS)</b>					
<b>Emploi salarié marchand</b>	<b>258 519</b>	Fin T2 2015	<b>+1 736</b>	Fin T1 2015	Insee
<i>Industrie y compris intérim</i>	31 166	Fin T2 2015	+ 109	Fin T1 2015	Insee, Dares
<i>Construction y compris intérim</i>	23 269	Fin T2 2015	+ 247	Fin T1 2015	Insee, Dares
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	203 905	Fin T2 2015	+1 373	Fin T1 2015	Insee, Dares
<b>Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)</b>					
<b>Embauches en contrat unique d'insertion (CUI)</b>	<b>1 108</b>	T2 2015	<b>+ 353</b>	T2 2014	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI	3 349	Fin T2 2015	+ 389	Fin T2 2014	ASP
<b>Embauches en emploi d'avenir</b>	<b>198</b>	T2 2015	<b>- 2</b>	T2 2014	ASP
Stock de bénéficiaires d'emplois d'avenir	1 313	Fin T2 2015	+ 201	Fin T2 2014	ASP
<b>Aides à l'embauche en contrat de génération</b>	<b>68</b>	T2 2015	<b>+14</b>	T2 2014	Pôle emploi
Stock des aides à l'embauche en contrat de génération	486	Fin T2 2015	+ 266	Fin T2 2014	Pôle emploi
<b>Contrats d'apprentissage</b>	<b>401</b>	Campagne juillet 2015 - août 2015	<b>- 195</b>	Campagne juillet 2014 - août 2014	Dares

## Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

### Taux de chômage

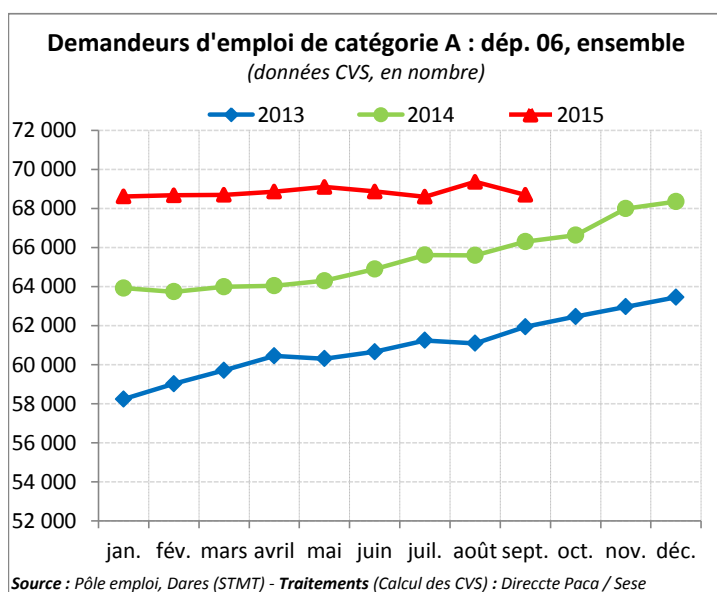


- Au T2 2015, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,7 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est stable. Sur un an, il croît de 0,4 point.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 11,5 % de la population active au T2 2015. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,1 point. Sur un an, il croît de 0,2 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 10,0 % de la population active au T2 2015. Par rapport au trimestre précédent, il est stable. Sur un an, il croît de 0,3 point.

### Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi



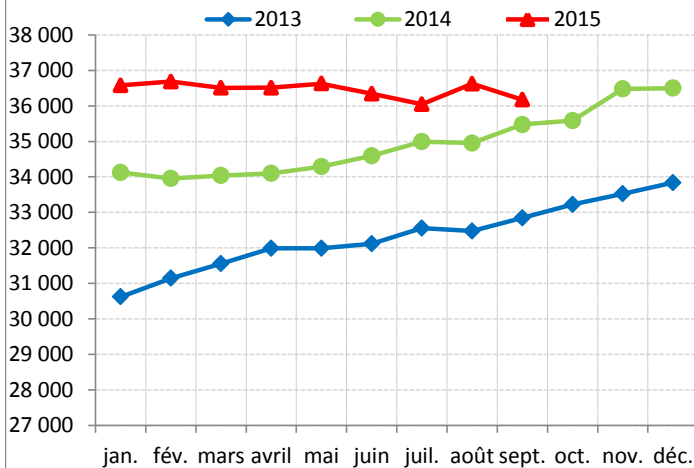
- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 68 701. Par rapport à fin juin 2015, il est en baisse de 0,2 % (- 167 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,6 % (+2 405 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 321 213 fin septembre 2015, soit une baisse de 0,4 % par rapport à fin juin 2015 (-1 180 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,8 % sur un an (+8 699 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 547 800 fin septembre 2015, soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin juin 2015 (-5 700 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,1 % sur un an (+105 900 demandeurs d'emploi).

## Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe

**Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, hommes**  
(données CVS, en nombre)



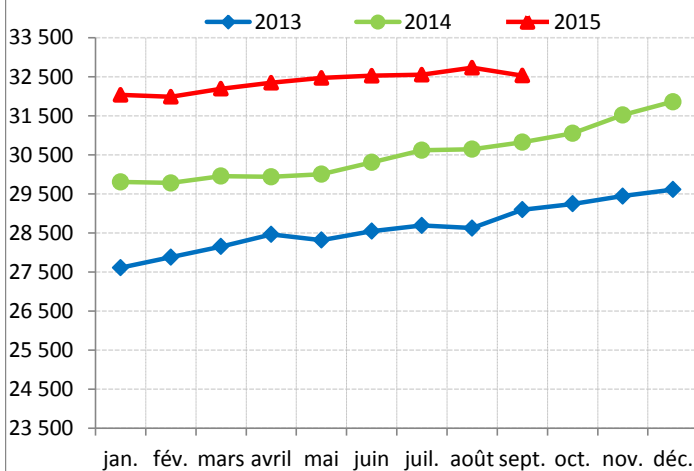
Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 36 173. Par rapport à fin juin 2015, il est en baisse de 0,5 % (- 170 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,0 % (+ 698 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 169 711 fin septembre 2015, soit une baisse de 0,6 % par rapport à fin juin 2015 (- 943 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,1 % sur un an (+3 516 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 872 200 fin septembre 2015, soit une baisse de 0,5 % par rapport à fin juin 2015 (-9 700 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,9 % sur un an (+52 300 demandeurs d'emploi).

**Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, femmes**  
(données CVS, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

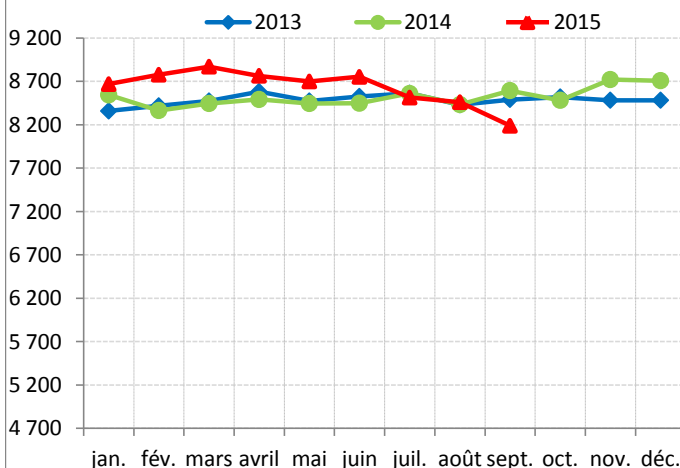
- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 32 528. Par rapport à fin juin 2015, il est stable (+ 2 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,5 % (+1 707 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 151 502 fin septembre 2015, soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin juin 2015 (- 237 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,5 % sur un an (+5 183 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 675 600 fin septembre 2015, soit une hausse de 0,2 % par rapport à fin juin 2015 (+4 000 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,3 % sur un an (+53 600 demandeurs d'emploi).

## Âge des demandeurs d'emploi de catégorie A

**Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, moins de 25 ans**  
(données CVS, en nombre)

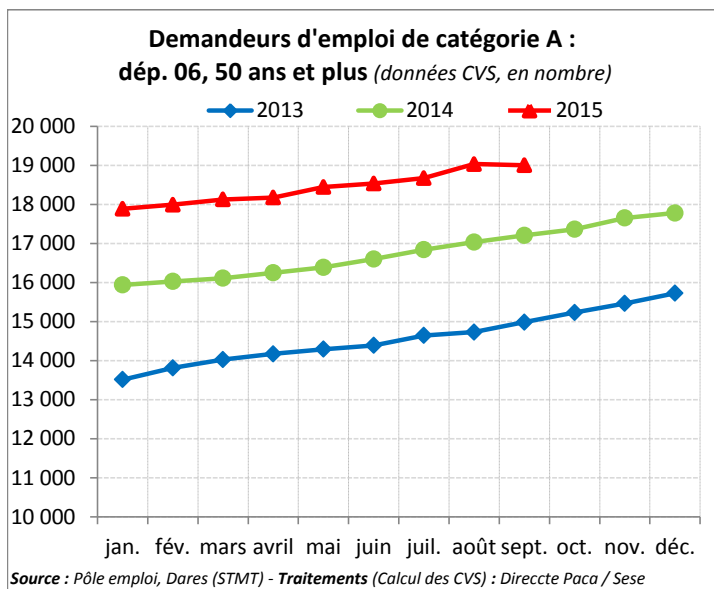


Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 8 188. Par rapport à fin juin 2015, il est en baisse de 6,4 % (- 564 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 4,7 % (- 404 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 42 979 fin septembre 2015, soit une baisse de 4,0 % par rapport à fin juin 2015 (-1 776 demandeurs d'emploi) et une diminution de 4,5 % sur un an (-2 038 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 526 800 fin septembre 2015, soit une baisse de 3,4 % par rapport à fin juin 2015 (-18 500 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,7 % sur un an (-14 600 demandeurs d'emploi).

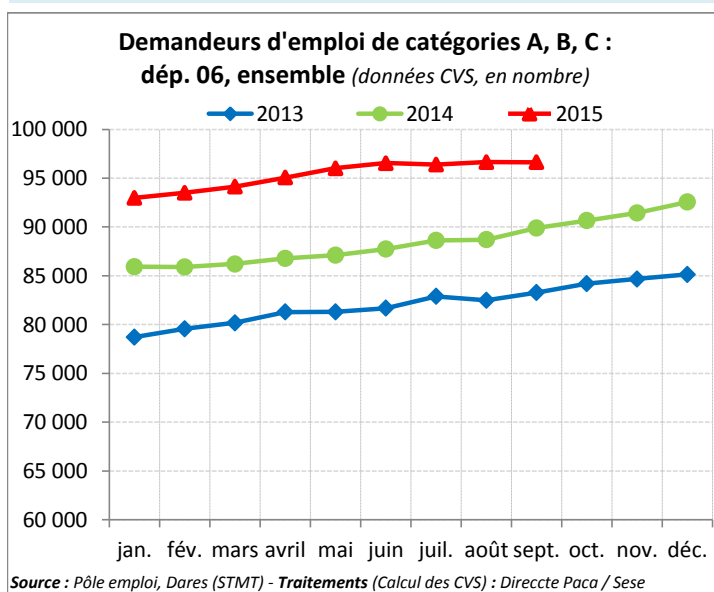


- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 18 999. Par rapport à fin juin 2015, il est en hausse de 2,5 % (+ 467 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 10,4 % (+1 794 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 82 002 fin septembre 2015, soit une hausse de 2,1 % par rapport à fin juin 2015 (+1 689 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 9,3 % sur un an (+6 953 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 872 000 fin septembre 2015, soit une hausse de 2,2 % par rapport à fin juin 2015 (+19 100 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 8,5 % sur un an (+68 200 demandeurs d'emploi).

### Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi

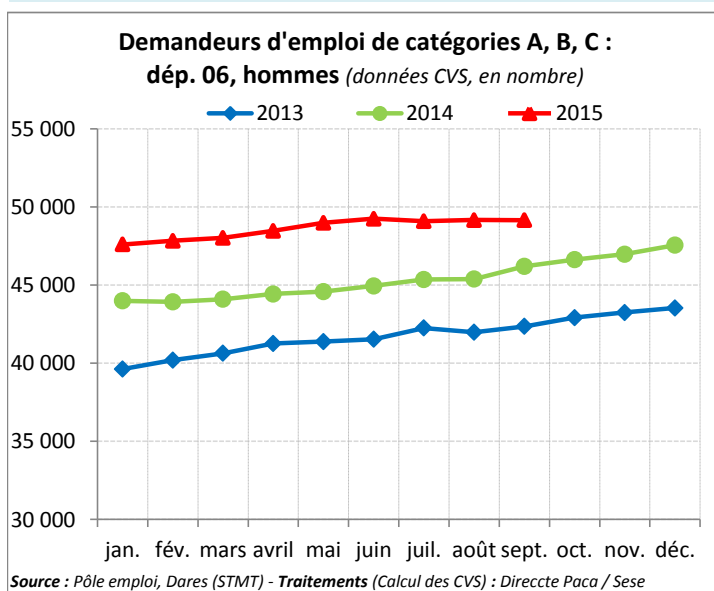


- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 96 638. Par rapport à fin juin 2015, il est en hausse de 0,1 % (+ 95 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 7,5 % (+6 731 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 464 661 fin septembre 2015, soit une stabilité par rapport à fin juin 2015 (+98 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,0 % sur un an (+26 278 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 422 700 fin septembre 2015, soit une hausse de 0,5 % par rapport à fin juin 2015 (+25 300 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,8 % sur un an (+297 600 demandeurs d'emploi).

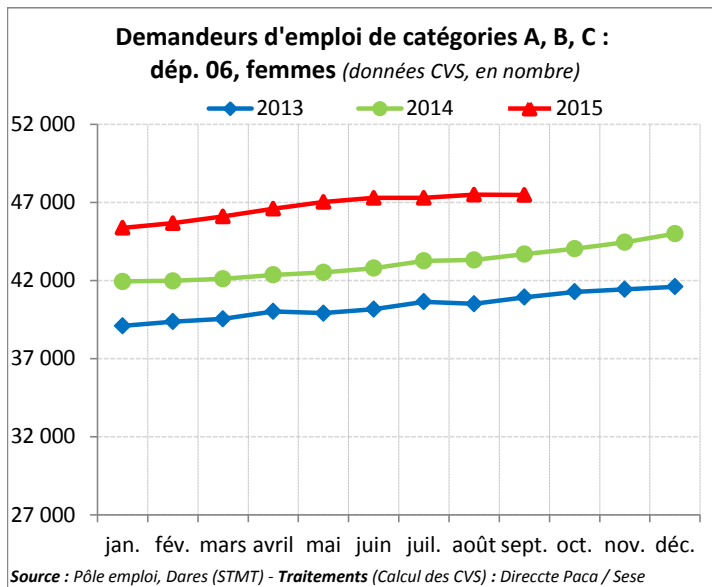
### Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 49 165. Par rapport à fin juin 2015, il est en baisse de 0,2 % (- 91 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 6,4 % (+2 951 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 235 130 fin septembre 2015, soit une baisse de 0,2 % par rapport à fin juin 2015 (- 589 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,5 % sur un an (+12 177 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 708 000 fin septembre 2015, soit une hausse de 0,2 % par rapport à fin juin 2015 (+4 800 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,3 % sur un an (+137 500 demandeurs d'emploi).

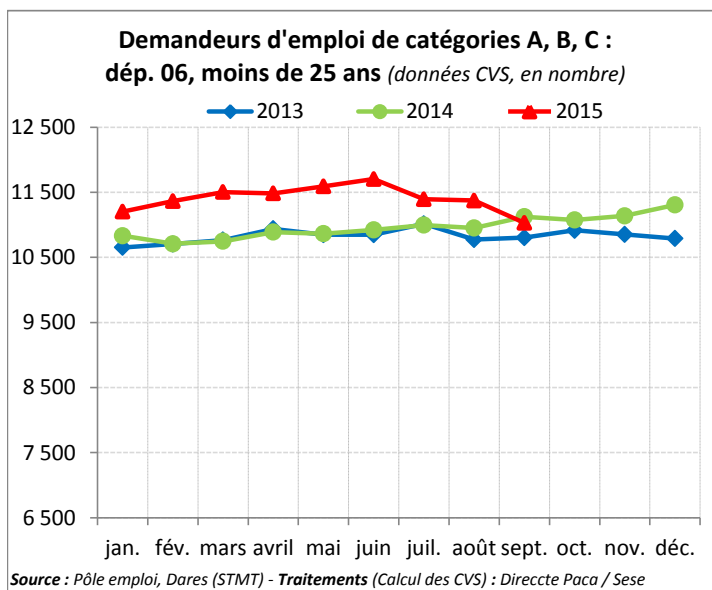


- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 47 473. Par rapport à fin juin 2015, il est en hausse de 0,4 % (+ 186 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 8,7 % (+3 780 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 229 530 fin septembre 2015, soit une hausse de 0,3 % par rapport à fin juin 2015 (+ 687 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,5 % sur un an (+14 101 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 714 700 fin septembre 2015, soit une hausse de 0,8 % par rapport à fin juin 2015 (+20 500 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,3 % sur un an (+160 100 demandeurs d'emploi).

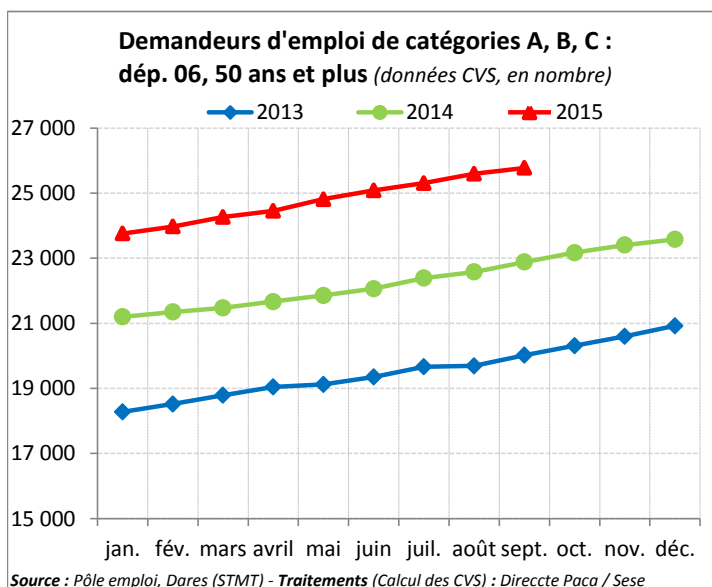
### Âge des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C



- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 11 029. Par rapport à fin juin 2015, il est en baisse de 5,8 % (-674 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,9 % (-95 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 60 456 fin septembre 2015, soit une baisse de 3,6 % par rapport à fin juin 2015 (-2 225 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,6 % sur un an (-368 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 791 800 fin septembre 2015, soit une baisse de 2,4 % par rapport à fin juin 2015 (-19 700 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,1 % sur un an (+8 800 demandeurs d'emploi).



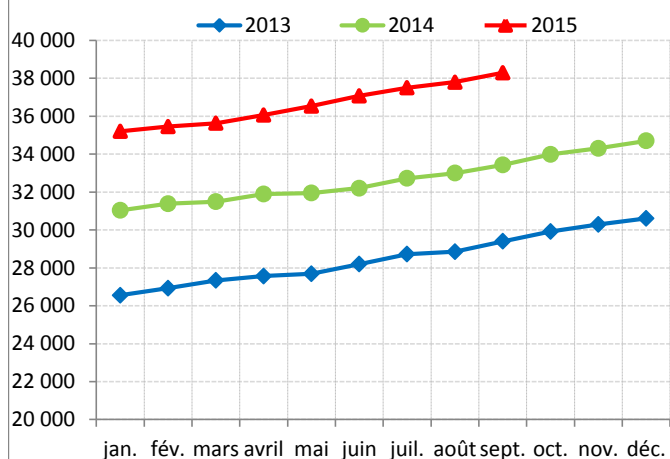
- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 25 774. Par rapport à fin juin 2015, il est en hausse de 2,7 % (+ 688 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 12,6 % (+2 890 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 113 512 fin septembre 2015, soit une hausse de 2,3 % par rapport à fin juin 2015 (+2 500 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 10,9 % sur un an (+11 155 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 252 500 fin septembre 2015, soit une hausse de 2,3 % par rapport à fin juin 2015 (+28 200 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 9,9 % sur un an (+112 500 demandeurs d'emploi).

## Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

### Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C : dép. 06, inscrits depuis un an ou plus (données CVS, en nombre)



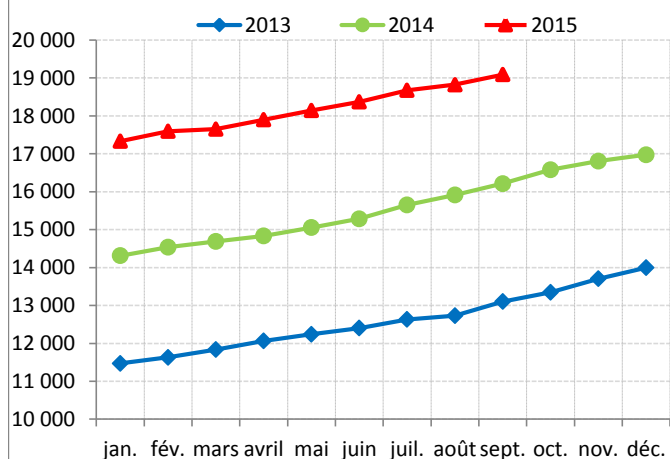
Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 38 288. Par rapport à fin juin 2015, il est en hausse de 3,3 % (+1 217 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 14,5 % (+4 860 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 197 584 fin septembre 2015, soit une hausse de 2,6 % par rapport à fin juin 2015 (+4 961 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 11,8 % sur un an (+20 905 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 428 100 fin septembre 2015, soit une hausse de 2,1 % par rapport à fin juin 2015 (+50 400 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 10,4 % sur un an (+228 800 demandeurs d'emploi).

### Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C : dép. 06, inscrits depuis deux ans ou plus (données CVS, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin septembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 19 091. Par rapport à fin juin 2015, il est en hausse de 3,9 % (+ 721 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 17,7 % (+2 877 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 103 337 fin septembre 2015, soit une hausse de 3,3 % par rapport à fin juin 2015 (+3 305 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 14,2 % sur un an (+12 832 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 325 300 fin septembre 2015, soit une hausse de 2,6 % par rapport à fin juin 2015 (+33 000 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 12,9 % sur un an (+151 900 demandeurs d'emploi).

## Entrées et de sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

### Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T3 2015	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	29 548	-1,1	-2,2
Paca	133 085	-0,5	-1,7
France métro.	1 488 600	-0,5	-0,9

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T3 2015, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 1,1 % par rapport au T2 2015. Sur un an, elles baissent de 2,2 %.

- En Paca, les entrées sont en baisse de 0,5 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les entrées sont en baisse de 0,5 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

### Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T3 2015	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	29 163	6,5	3,9
Paca	131 360	5,8	4,4
France métro.	1 456 500	5,7	3,4

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T3 2015, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 6,5 % par rapport au T2 2015. Sur un an, elles progressent de 3,9 %.

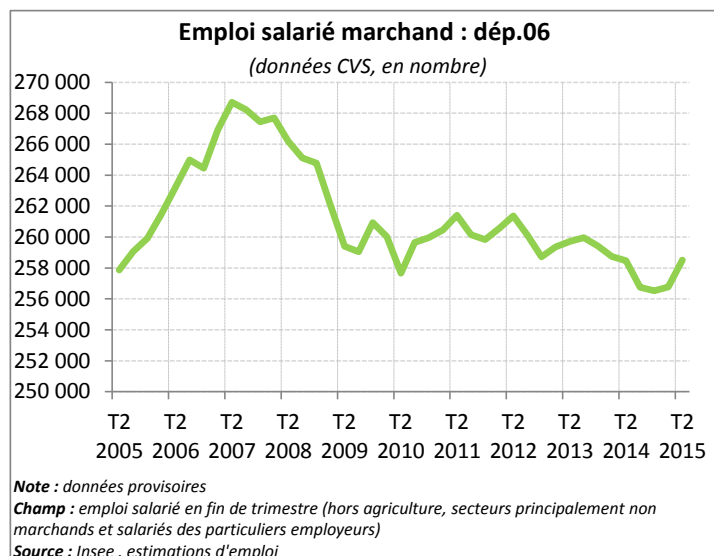
- En Paca, les sorties sont en hausse de 5,8 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les sorties sont en hausse de 5,7 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

# Emploi

## Emploi salarié marchand

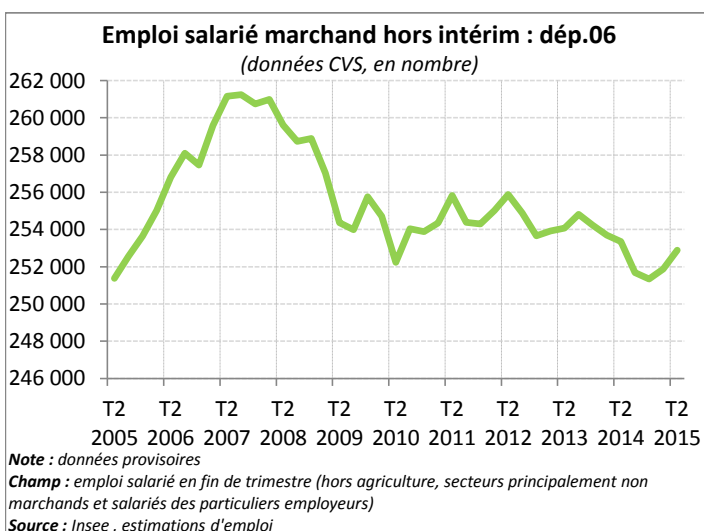
L'évolution de l'emploi salarié marchand s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.



- A la fin du T2 2015, les Alpes-Maritimes comptent 258 519 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 1 736 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,7 %) et 52 de plus qu'un an auparavant (+0,0 %).

- A la fin du T2 2015, Paca compte 1 109 792 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 7 426 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,7 %) et 2 772 de plus qu'un an auparavant (+0,3 %).

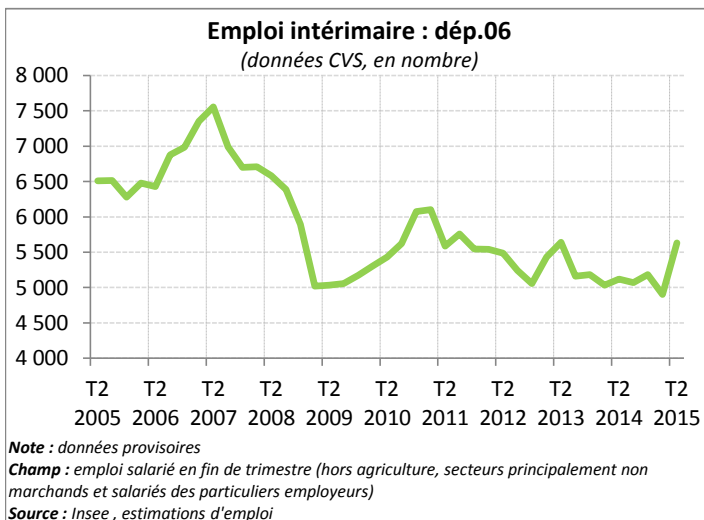
- A la fin du T2 2015, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 15 395 000. C'est 23 800 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 17 700 de moins qu'un an auparavant (-0,1 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 252 887 à la fin du T2 2015 dans les Alpes-Maritimes. C'est 1 008 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 460 de moins qu'un an auparavant (-0,2 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 1 074 365 à la fin du T2 2015. C'est 3 852 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 24 de plus qu'un an plus tôt (+0,0 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 14 845 900 à la fin du T2 2015. C'est 4 700 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %) et 28 600 de moins qu'un an auparavant (-0,2 %).



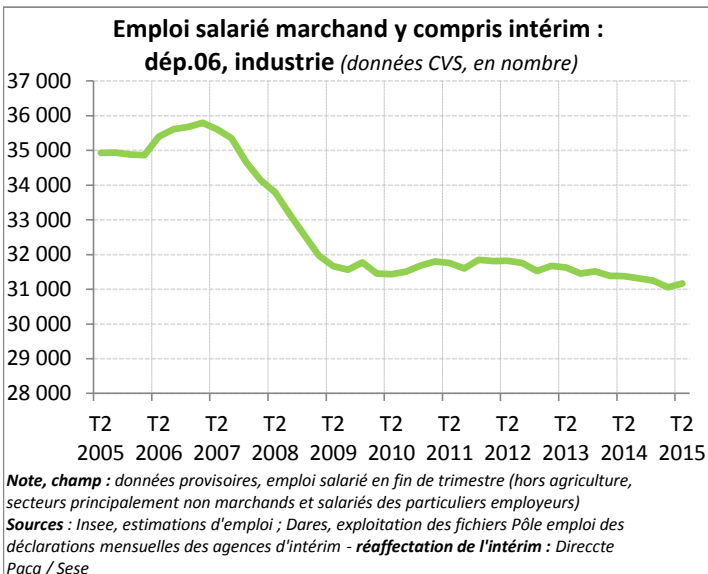
- A la fin du T2 2015, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 5 632 dans les Alpes-Maritimes. C'est 728 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+14,8 %) et 512 de plus qu'un an auparavant (+10,0 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 35 427 à la fin du T2 2015. C'est 3 574 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+11,2 %) et 2 748 de plus qu'un an auparavant (+8,4 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 549 100 à la fin du T2 2015. C'est 19 100 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+3,6 %) et 10 900 de plus qu'un an auparavant (+2,0 %).

## Emploi salarié marchand, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

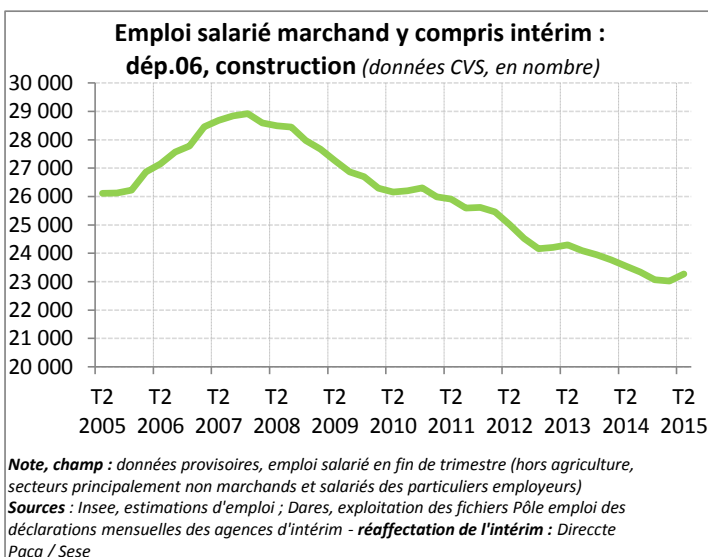
Afin de mieux apprécier les besoins totaux en ressources de main d'oeuvre par secteur d'activité, le Sese de la Direccte Paca a mis au point une méthode pour réaffecter les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. Celle-ci permet, comme pour l'emploi salarié total, de décomposer l'emploi salarié marchand par secteur d'activité entre, d'une part, l'emploi hors intérim et, d'autre part, l'emploi intérimaire.



- A la fin du T2 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 31 166. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 109 (+0,4 %) : +19 emplois hors intérim et +90 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 212 (-0,7 %).

- A la fin du T2 2015, Paca compte 164 175 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2015, ce nombre augmente de 776 (+0,5 %) : +151 emplois hors intérim et +625 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 1 181 (-0,7 %).

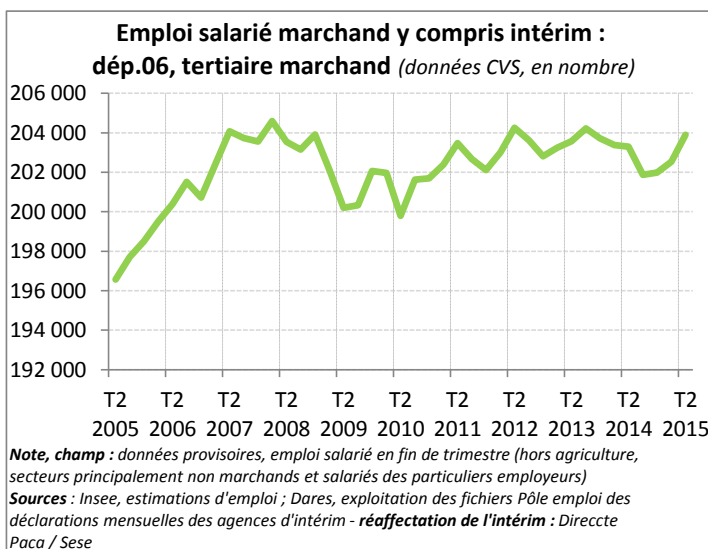
- A la fin du T2 2015, la France métropolitaine compte 3 363 700 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2015, ce nombre baisse de 6 800 (-0,2 %) : -9 000 emplois hors intérim et +2 209 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 35 100 (-1,0 %).



- A la fin du T2 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 23 269. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 247 (+1,1 %) : -119 emplois hors intérim et +366 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 287 (-1,2 %).

- A la fin du T2 2015, Paca compte 108 560 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2015, ce nombre augmente de 412 (+0,4 %) : -917 emplois hors intérim et +1 329 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 2 682 (-2,4 %).

- A la fin du T2 2015, la France métropolitaine compte 1 426 900 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2015, ce nombre baisse de 5 700 (-0,4 %) : -11 600 emplois hors intérim et +5 830 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 57 200 (-3,9 %).



- A la fin du T2 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 203 905. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 1 373 (+0,7 %) : +1 108 emplois hors intérim et +265 intérimaires. Sur un an, il progresse de 602 (+0,3 %).

- A la fin du T2 2015, Paca compte 836 013 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2015, ce nombre augmente de 6 132 (+0,7 %) : +4 618 emplois hors intérim et +1 514 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 6 739 (+0,8 %).

- A la fin du T2 2015, la France métropolitaine compte 10 591 600 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2015, ce nombre augmente de 36 000 (+0,3 %) : +25 300 emplois hors intérim et +10 713 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 74 600 (+0,7 %).



## Politiques d'aide à l'emploi

### Contrats uniques d'insertion (CUI)

#### Embauches en CUI (y compris reconductions)

		T2 2015	T2 2014
Dép. 06	<b>CUI</b>	<b>1 108</b>	<b>755</b>
	CUI-CAE (non marchands)	868	713
	CUI-CIE (marchands)	240	42
Paca	<b>CUI</b>	<b>6 729</b>	<b>5 416</b>
	CUI-CAE (non marchands)	5 185	4 912
	CUI-CIE (marchands)	1 544	504
France métro.	<b>CUI</b>	<b>68 175</b>	<b>53 599</b>
	CUI-CAE (non marchands)	45 495	44 443
	CUI-CIE (marchands)	22 680	9 156

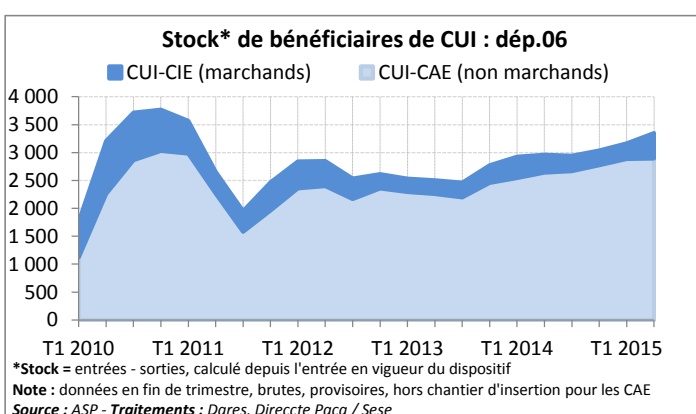
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors chantier d'insertion pour les CAE

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T2 2015, dans les Alpes-Maritimes, 1 108 CUI sont signés ou reconduits, soit 353 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 6 729 CUI sont signés ou reconduits au cours du T2 2015, soit 1 313 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 68 175 CUI sont signés ou reconduits au cours du T2 2015, soit 14 576 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T2 2015, les Alpes-Maritimes comptent 3 349 bénéficiaires de CUI (dont 86 % dans le secteur non marchand), soit 389 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 22 323 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T2 2015, soit 2 923 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 251 037 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T2 2015, soit 28 985 de plus qu'un an auparavant.

### Emplois d'avenir (EAV)

#### Embauches en emploi d'avenir (y compris reconductions)

		T2 2015	T2 2014
Dép. 06	<b>EAV</b>	<b>198</b>	<b>200</b>
	EAV non marchands	127	137
	EAV marchands	71	63
Paca	<b>EAV</b>	<b>1 303</b>	<b>1 390</b>
	EAV non marchands	919	979
	EAV marchands	384	411
France métro.	<b>EAV</b>	<b>15 948</b>	<b>18 002</b>
	EAV non marchands	11 284	13 035
	EAV marchands	4 664	4 967

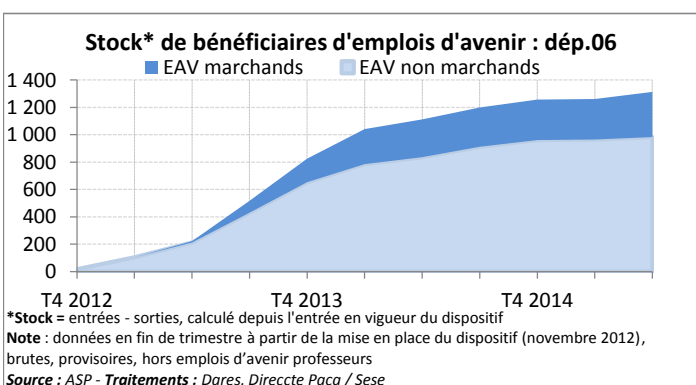
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T2 2015, dans les Alpes-Maritimes, 198 emplois d'avenir sont signés ou reconduits, soit 2 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 1 303 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T2 2015, soit 87 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 15 948 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T2 2015, soit 2 054 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T2 2015, les Alpes-Maritimes comptent 1 313 bénéficiaires d'emplois d'avenir (dont 75 % dans le secteur non marchand), soit 201 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 9 780 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T2 2015, soit 1 310 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 112 945 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T2 2015, soit 23 366 de plus qu'un an auparavant.

## Contrats de génération

### Aides à l'embauche en contrat de génération

	T2 2015	T2 2014
Dép. 06	68	54
Paca	189	216
France métro.	2 710	3 280

**Note** : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

**Champ** : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

**Source** : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T2 2015, dans les Alpes-Maritimes, 68 embauches en contrat de génération sont réalisées, soit 14 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 189 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T2 2015, soit 27 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 2 710 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T2 2015, soit 570 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

### Stock des aides à l'embauche en contrat de génération

	T2 2015	T2 2014
Dép. 06	486	220
Paca	1 974	965
France métro.	30 437	15 853

**Note** : données en fin de trimestre, brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

**Champ** : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

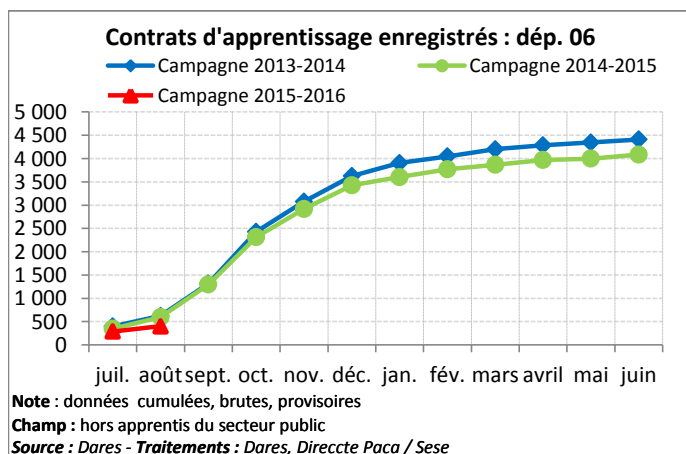
**Source** : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- A la fin du T2 2015, les Alpes-Maritimes comptabilisent 486 contrats de génération encore en cours, soit 266 de plus sur un an.

- En Paca, on comptabilise 1 974 contrats de génération encore en cours, soit 1 009 de plus sur un an.

- En France métropolitaine, on comptabilise 30 437 contrats de génération encore en cours, soit 14 584 de plus sur un an.

## Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juillet 2015 à août 2015, les Alpes-Maritimes enregistrent 401 contrats d'apprentissage, soit 195 de moins qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 2 970 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juillet 2015 à août 2015, soit 576 de moins qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 42 823 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juillet 2015 à août 2015, soit 1 986 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

## Contrats de professionnalisation

**Avertissement** : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de professionnalisation sont temporairement indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

## Définitions : chômage et demande d'emploi

-Le **taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

-Le nombre de **demandeurs d'emploi** est mesuré tous les mois par Pôle emploi et la Dares. Les demandeurs d'emploi sont présentés selon un regroupement en cinq catégories :

- catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

**ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.**

Enfin, alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc. **Les évolutions mensuelles des séries des demandeurs d'emploi corrigées des variations saisonnières (CVS) sont donc à interpréter avec prudence et peuvent parfois différer de la tendance de moyen terme des séries ; les évolutions sur trois mois sont à privilégier pour obtenir une information sur la tendance de moyen terme.**

## Définitions : Emploi

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee sont calculées sur le champ des secteurs marchands hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité, le Sese de la Direccte Paca a réaffecté les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentées dans cette synthèse sont différentes de celles publiées par l'Insee, qui classe l'intérim exclusivement dans le secteur des services marchands.

Pour effectuer cette réaffectation, le Sese a mis au point une méthode, inspirée de celle de la Direccte Nord-Pas-de-Calais, qui est explicitée dans l'encadré en page 3 de la Note de conjoncture n°2. Cette méthode consiste à désaisonnaliser, pour chaque secteur d'activité, les séries départementales du nombre de contrats intérimaires en cours en fin de mois à l'agence d'intérim produites par la Dares, puis pour chaque département, à calculer la part que représente chaque secteur dans le nombre total de contrats intérimaires en cours en fin de mois. Ces proportions sont ensuite appliquées à la série régionale d'intérim co-produite par l'Insee et la Dares. On obtient ainsi une série d'effectifs intérimaires corrigée des variations saisonnières, ventilée par secteur d'activité et par département, cohérente avec les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee. Les effectifs intérimaires au niveau de la région sont obtenus en sommant les effectifs départementaux. En ajoutant ces effectifs à ceux hors intérim diffusés par l'Insee, on obtient enfin une nouvelle série d'emploi salarié où chaque intérimaire est réaffecté à son secteur d'activité employeur. Ce sont ces données qui sont analysées dans la présente synthèse.

**Attention** : du fait de ce mode d'élaboration, l'addition des effectifs salariés des trois secteurs d'activité ne correspond pas exactement au nombre total d'emplois salariés, car celui-ci comprend aussi les intérimaires des secteurs de l'agriculture et du tertiaire non marchand qui, par définition, ne sont réaffectés ni à l'industrie, ni à la construction, ni au tertiaire marchand.

## Définitions : politiques d'aide à l'emploi

- Les **Contrats uniques d'insertion** (CUI) : entrés en vigueur le 1er janvier 2010, ces contrats de travail visent à favoriser l'insertion professionnelle des personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Ils concernent notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, de 50 ans et plus et les bénéficiaires de minima sociaux. Ils se déclinent en deux volets : le Contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand, et le Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand. Ce dernier secteur est privilégié par les pouvoirs publics compte tenu d'un plus fort impact de ces contrats sur le niveau d'emploi (à la hausse) et de chômage (à la baisse) que le secteur marchand, où les effets d'aubaine et de substitution sont plus marqués.

La signature d'un CUI ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le volume de ces contrats est déterminé semestriellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). Paca représente ainsi autour de 8 % de l'enveloppe financière nationale.

- Les **Emplois d'avenir** : ils sont une forme spécifique du Contrat unique d'insertion, destinés aux jeunes sans emploi de 16 à 25 ans et aux personnes handicapées de moins de 30 ans, peu ou pas qualifiés, ou résidant dans des zones urbaines sensibles ou de revitalisation rurale. Créés en novembre 2012, ils ont pour objectif de proposer à ces jeunes des solutions d'emploi et de leur ouvrir l'accès à une qualification pour favoriser leur insertion professionnelle. Comme pour le CUI, les employeurs du secteur non marchand (associations, collectivités, établissements publics) sont privilégiés par les orientations ministérielles.

- Les **contrats de génération** : entrés en vigueur le 1er mars 2013, ces contrats sont issus d'un accord unanime des partenaires sociaux. Ils visent à faciliter l'insertion durable des jeunes, à favoriser l'embauche ou le maintien dans l'emploi des salariés âgés et à encourager la transmission des compétences et des savoir-faire. Ils sont applicables à tous les employeurs du secteur privé, ainsi qu'aux établissements publics à caractère industriel et commercial de 300 salariés et plus. Les entreprises de 300 salariés et plus ne bénéficient toutefois d'aucune aide.

- Les **contrats d'apprentissage** : ces contrats de travail, d'une durée maximale de 3 ans, ont pour but de donner une formation générale, théorique et pratique, à des jeunes âgés de 16 à 25 ans ayant satisfait à l'obligation scolaire, afin qu'ils obtiennent une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. Ils reposent sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en Centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

- Les **contrats de professionnalisation** : mis en place en 2005, ces contrats de travail, à durée déterminée ou indéterminée, permettent d'acquérir une qualification professionnelle reconnue par l'Etat ou la branche professionnelle, grâce à des périodes de formation théorique dispensée en centres de formation, ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation. Ils s'adressent à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, aux personnes ayant bénéficié d'un Contrat unique d'insertion, ainsi qu'aux bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) ou de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH).

## Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS <sup>(1)</sup> .....	Corrigé des variations saisonnières <sup>(1)</sup>
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
STMT.....	Statistiques du marché du travail

<sup>(1)</sup> L'intérêt des données CVS est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Si les données sont brutes en revanche, et que l'indicateur possède un caractère saisonnier, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

## Pour en savoir plus

- [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)
- [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)
- [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur**

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrice Russac

Chef de service : Rémi Belle [remi.belle@direccte.gouv.fr](mailto:remi.belle@direccte.gouv.fr)

Réalisation : Virginie D'Angelo [virginie.dangelo@direccte.gouv.fr](mailto:virginie.dangelo@direccte.gouv.fr) et Virginie Meyer [virginie.meyer@direccte.gouv.fr](mailto:virginie.meyer@direccte.gouv.fr)